

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2007 — 435

[2007/200151]

30 NOVEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon décidant la mise en révision du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort (planches n^{os} 53/4 et 54/1) et adoptant l'avant-projet de révision du plan en vue de l'inscription d'une zone d'extraction, d'une zone agricole et d'une zone d'espaces verts à Yvoir

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 1^{er}, 22, 23, 25, 32, 37 et 42 à 46;

Vu le schéma de développement de l'espace régional adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté royal du 22 janvier 1979 établissant le plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort, ayant fait l'objet de plusieurs modifications;

Considérant le Contrat d'Avenir pour les Wallonnes et les Wallons, adopté le 20 janvier 2005 et les actions prioritaires pour l'avenir wallon, adoptées le 30 août 2005;

Considérant la demande de modification du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort introduite en avril 2004 par la SA Carrières des Nutons en vue de l'inscription d'une zone d'extraction à Yvoir, en extension de la carrière située au lieu-dit "Trou des Chats";

Considérant que le projet vise l'inscription, sur des terrains actuellement affectés en zone agricole, de 6 hectares de zone d'extraction en vue de permettre à la SA Carrières des Nutons de poursuivre sa production de calcaire tournaisien supérieur particulièrement riche en crinoïdes, dit petit granit, à usage de pierre de construction, de roche ornementale et matériau de génie civil;

Considérant que, suite aux modifications intervenues dans le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, le demandeur a présenté un dossier actualisé, déposé le 31 mai 2006, comportant des compensations planologiques visant la reconversion de parties de zone d'extraction en zone agricole et en zone d'espaces verts, pour une superficie équivalente à celle de la zone d'extraction sollicitée;

Considérant que des forages, dont il est fait mention dans le dossier, permettent d'estimer que la zone d'extension d'extraction inscrite initialement au plan de secteur au sud de la zone d'extraction exploitée présente une qualité médiocre pour l'exploitation du petit granit;

Considérant que le projet vise donc le déplacement d'une zone mal localisée, en vue de permettre la poursuite de l'exploitation d'une entreprise dont le principe de l'extension était acquis dès l'adoption du plan de secteur en 1979;

Considérant que l'extension de 6 hectares demandée permettrait la poursuite de l'activité pendant plus de cent ans, au rythme actuel d'exploitation;

Considérant que les ressources du sous-sol sont des ressources non renouvelables; que la pérennité de l'activité extractive se traduit inévitablement par la consommation d'espace;

Considérant l'analyse géologique et les techniques d'exploitation présentées par la SA Carrières des Nutons dans son dossier;

Considérant que le projet vise uniquement l'extraction de roche, sans déplacement des installations de traitement existant sur le site;

Considérant que le projet prévoit le maintien de l'emploi direct et indirect généré par l'activité sur le site;

Considérant la situation existante de fait et de droit, qui ne laisse apparaître aucune contrainte en l'état des informations disponibles, sinon la proximité d'un ruisseau;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement décide de mettre en révision les planches n^{os} 53/4 et 54/1 du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort en vue de l'inscription d'une zone d'extraction, d'une zone agricole et d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune d'Yvoir.

Art. 2. L'avant-projet de révision du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort (planches n^{os} 53/4 et 54/1) portant sur l'inscription d'une zone d'extraction, d'une zone agricole et d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune d'Yvoir, est adopté conformément au plan ci-annexé.

Art. 3. Le Gouvernement adopte le projet de contenu de l'étude d'incidences annexé au présent arrêté.

Art. 4. Le Gouvernement charge le Ministre du Développement territorial de soumettre le projet de contenu de l'étude d'incidences pour avis à la Commission régionale d'aménagement du territoire et au Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable et de le lui représenter ensuite pour adoption.

Namur, le 30 novembre 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Proposition de contenu de l'étude d'incidences prescrite par l'article 42 du C.W.A.T.U.P.

Inscription d'une zone d'extraction, d'une zone agricole et d'une zone d'espaces verts au plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort, sur le territoire de la commune d'Yvoir (Dorinne)

Introduction

L'introduction a pour but de replacer l'étude d'incidences dans son contexte et vise notamment à clarifier la procédure pour le public.

1. Rappel de la procédure de révision d'un plan de secteur - Articles 42 à 46 du C.W.A.T.U.P.**2. Avant-projet de révision du plan de secteur adopté par le Gouvernement wallon y compris les mesures d'atténuation relatives à la mise en œuvre du projet (article 42, 1^o).****3. Acteurs de la révision du plan de secteur.****3.1. Décideur.**

Gouvernement wallon représenté par le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions.

3.2. Initiateur de la demande.

Promoteur du projet, société ou personne physique exploitant le site carrier.

Préciser la (les) personne(s) de contact et ses (leurs) coordonnées.

3.3. Auteur de l'étude d'incidences.

Bureau d'études agréé : préciser les catégories et la durée des agréments, les différentes personnes qui ont collaboré à l'étude en spécifiant leurs compétences. Préciser la (les) personne(s) de contact et ses (leurs) coordonnées.

4. Contraintes potentielles relevées par l'administration.

Il s'agit des contraintes relevées par l'administration sur la base de l'analyse de la situation de droit et de fait, ainsi que sur la base des différents avis réceptionnés à ce stade de la procédure (collège des bourgmestres et échevins, CCAT, MET, DGA, DGRNE -DNF, DE, DPA-, CRAT, CWEDD, les sociétés de distribution d'eau, Elia, SNCB, Défense nationale,...).

CHAPITRE I^{er}. — Description de l'avant-projet de plan**1. Objet de la révision de plan de secteur (article 42, 1^o).**

Localisation et superficie des zones d'extraction et des autres zones et périmètres inscrits à l'avant-projet de plan, en ce compris les compensations planologiques.

- *localisation exacte (province, commune(s), lieu-dit, rue, n^o de planche IGN, coordonnées Lambert) et illustration sur cartes routière et topographique (1/50 000^e et 1/10 000^e) + orthophotoplan au 1/10 000^e;*
- *parcelles cadastrales concernées par la révision de plan de secteur reportées sur fond IGN au 1/10 000^e et 1/25 000^e, préciser la superficie totale propriété du demandeur,...;*
- *affectations au plan de secteur (actuelles et projetées) (cartes 1/10 000^e et 1/25 000^e), préciser les superficies des zones dont l'affectation change (y compris les périmètres prévus à l'article 40 du Code).*

Le cas échéant, préciser les prescriptions supplémentaires prévues (cf. article 41 du Code).

2. Identification et explicitation des objectifs de la révision de plan de secteur (article 42, 1^o).

Il s'agit d'une mise en évidence et d'une compréhension des objectifs du Gouvernement visés dans l'arrêté d'avant-projet de plan.

Il ne s'agit pas d'un recopiage, ni d'une interprétation.

3. Analyse critique de la compatibilité des objectifs de l'avant-projet au regard des plans et programmes pertinents (article 42, 1^o).

Cette analyse doit comporter, entre autres, la vérification de la compatibilité des objectifs de l'avant-projet avec les enjeux présentés dans les documents régionaux réglementaires et d'orientation, à savoir le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, ainsi que les différents plans et programmes, tels le Schéma de Développement de l'Espace régional, le Plan d'Environnement pour le Développement durable, le Contrat d'Avenir pour la Wallonie actualisé,...

Il ne s'agit pas ici de résumer les objectifs desdits documents régionaux mais bien d'analyser les objectifs de l'avant-projet au regard de ces documents.

CHAPITRE II. — Justification socio-économique de l'extension des zones d'extraction au plan de secteur

Ce chapitre vise à vérifier si les terrains inscrits en zone d'extraction au plan de secteur au sein d'un territoire pertinent (à identifier) permettent de répondre à la demande et à identifier les principaux impacts socio-économiques de la révision du plan de secteur (article 42, 2^o).

1. Evaluation du besoin.**1. Caractéristiques du produit.**

Spécificités, valeur ajoutée et usages du produit, identification des produits concurrents ou de substitution et des avantages et inconvénients comparatifs du produit considéré par rapport aux produits concurrents, type de transport utilisé et part des transports dans le coût du produit,...

1.2 Evaluation de la demande.

Il s'agit ici d'évaluer les perspectives de production de l'exploitant en fonction des perspectives du marché du matériau extrait.

1.2.1. Marché global du matériau : situation actuelle et perspectives de développement.

- Evaluer les débouchés actuels (effectifs et potentiels) du matériau extrait en fonction de ses divers usages (préciser le cas échéant l'intérêt patrimonial de la roche extraite) et de l'échelle du marché (l'aire de chalandise), du local à l'international. Si l'exercice est pertinent, citer et localiser sur une carte les principales entreprises actuellement clientes (effectives et potentielles) et l'intérêt qu'elles peuvent tirer de la mise en exploitation du site; dans le cas contraire, cartographier et caractériser l'aire de chalandise.
- Evolution du marché dans les 30 prochaines années : on prendra notamment en considération l'évolution des usages du produit, le développement des produits de substitution et l'évolution prévisible des coûts de transport.

1.2.2. Position occupée par l'entreprise sur le marché (actuel et futur).

- Identification de la concurrence tant régionale qu'internationale extrayant le même matériau et s'adressant à la même aire de chalandise (localiser chacun des sites concurrents sur une carte).
- Estimation de la part relative de l'entreprise dans le marché défini ci-dessus.
- Perspectives de croissance de l'entreprise en fonction de l'évolution du marché et des perspectives de production des entreprises concurrentes (prendre également en considération les demandes de révision de plan de secteur).

1.2.3. Conclusion sur les perspectives de production de l'entreprise à 30 ans.**1.3 Evaluation de l'offre.**

Il s'agira ici d'évaluer l'offre du matériau à extraire pouvant répondre tant quantitativement que qualitativement à la demande validée au point 1.2.3.

Cette évaluation se fera en deux temps.

- Dans un premier temps, on examinera la zone d'extraction actuellement exploitée.
- Dans un second temps, on examinera les zones d'extraction correspondant à un gisement de même nature, inscrites au plan de secteur au sein de l'aire de chalandise déterminée précédemment, ne correspondant pas aux perspectives de développement des entreprises concurrentes identifiées au point 1.2.2.

Pour chacun de ces sites, qui seront localisés sur une carte, il y aura lieu de préciser les caractéristiques du gisement : qualité des roches (analyses physico-chimiques disponibles ou labels de qualité), réserves estimées (expliquer les méthodes de calcul) et exploitabilité.

Il y aura également lieu de vérifier l'accessibilité du site et la présence des infrastructures nécessaires, la possibilité d'exploiter en fonction des principales occupations du sol (effets d'incompatibilité de l'activité extractive avec les autres occupations du sol et les activités humaines) ainsi que la localisation du site par rapport à l'exploitation existante et aux entreprises clientes actuelles et futures.

1.4. Conclusion sur l'évaluation des besoins.

Il s'agit ici de conclure sur la nécessité d'étendre ou de créer une zone d'extraction au plan de secteur au sein de la zone de chalandise identifiée.

2. Impacts socio-économiques.

Il s'agit ici d'estimer l'activité économique induite (tant en amont qu'en aval) par l'exploitation, l'emploi direct et indirect créé et les retombées financières générées (taxes, redevances,...).

CHAPITRE III. — Validation de la localisation de l'avant-projet Identification et analyse des variantes de localisation

Il s'agit ici, à l'échelle de l'aire de chalandise, de valider ou non la localisation de l'avant-projet :

- au regard des options régionales qui s'appliquent à ce territoire;
 - en fonction des critères de localisation identifiés au point 1.3.,
- et, s'il échet, de rechercher des variantes de localisation au sein de ce territoire (article 42, 11°).*

1. Transcription spatiale des grandes options régionales.

Il s'agit de transcrire, sur le territoire constituant l'aire de chalandise, les options prévues par les documents régionaux d'orientation (SDER, PEDD, Contrat d'Avenir, plans stratégiques transversaux,...).

2. Explication des principaux critères de localisation répondant aux objectifs de l'avant-projet tels que validés au point 3 du chapitre I^{er}.

Les éléments suivants seront au minimum examinés :

- 2.1. Caractéristiques du gisement : qualité des roches (analyses physico-chimiques disponibles ou labels de qualité), réserves estimées (expliquer les méthodes de calcul) et exploitabilité.
- 2.2. Localisation du site par rapport à l'exploitation existante et aux entreprises clientes actuelles et futures.
- 2.3. Accessibilité.

2.4. Présence d'infrastructures nécessaires.

2.5. Possibilités d'exploitation en fonction des principales occupations du sol (effets d'incompatibilité de l'activité extractive avec les autres occupations du sol et les activités humaines.

3. Validation de la localisation de l'avant-projet.

Il s'agit ici de vérifier que la localisation de l'avant-projet n'entre pas en contradiction avec les options régionales identifiées au point 1. et respecte les critères de localisation explicités au point 2.

4. Recherche et présentation d'alternatives de localisation à l'avant-projet.

Il s'agit ici de rechercher des alternatives de localisation à l'avant-projet en appliquant au territoire de l'aire de chalandise les critères de localisation dégagés au point 2. en tenant compte des options régionales identifiées au point 1.

Ces variantes de localisation seront brièvement présentées.

5. Sélection d'alternatives de localisation.

Il s'agit ici de comparer l'avant-projet et les variantes de localisation au regard :

- *des options régionales;*
- *des critères de localisation;*
- *des potentialités et contraintes humaines, socio-économiques et environnementales du territoire de l'aire de chalandise;*
- *des coûts de mise en œuvre à charge de la collectivité et de sélectionner une ou plusieurs variantes de localisation.*

Si aucune alternative de localisation ne répond mieux aux critères de localisation que l'avant-projet, il n'y a pas lieu de sélectionner d'alternative.

6. Compensation planologique.

Validation de l'opportunité de la localisation des compensations planologiques au regard des besoins économiques, sociaux, environnementaux et patrimoniaux ainsi que de la situation existante de fait.

Proposition d'alternatives de localisation s'il échet.

CHAPITRE IV. — Identification et analyse des contraintes et potentialités des sites de l'avant-projet et des variantes de localisation

1. Description du cadre réglementaire.**1.1. Zones et périmètres d'aménagement réglementaires.**

1.1.1. Niveau régional (*plan de secteur, règlement régional d'urbanisme, plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique, règlement général sur les bâtisses en site rural,...*).

1.1.2. Niveau communal (*plan particulier d'aménagement, plan communal d'aménagement, plan communal d'environnement pour le développement durable, plan communal de développement de la nature, schéma de structure communal, règlement communal d'urbanisme, plan communal général d'égoûtage,...*).

1.2. Biens soumis à une réglementation particulière.

1.2.1. Faune et flore (*statut juridique des bois et forêts, parc naturel, réserves naturelles, périmètres Natura 2000, sites d'intérêt communautaire (ZSC), habitats naturels (décret du 6 décembre 2001) et espèces d'intérêt communautaire,...*) (article 42, 5°).

1.2.2. Activités humaines (*statut juridique des voiries et voies de communication, réseau RAVeL, industries et équipements à risque majeur SEVESO,...*) (article 42, 6°).

1.3. Périmètres d'autorisation à restriction de droits civils (*lotissements existants, périmètres ayant fait l'objet d'une intervention du Fonds des calamités, biens immobiliers soumis au droit de préemption, biens immobiliers soumis à l'expropriation pour cause d'utilité publique,...*).

1.4. Périmètres inhérents aux politiques d'aménagement opérationnel (*périmètres de remembrement, de revitalisation urbaine, de rénovation urbaine, zones d'initiatives privilégiées,...*).

1.5. Sites patrimoniaux et archéologiques (*monuments et sites classés, y compris les fouilles archéologiques, patrimoine monumental de Belgique, liste des arbres et haies remarquables,...*).

6. Contraintes environnementales (*cavités souterraines d'intérêt scientifique, zones humides d'intérêt biologique, contrats de rivière, zones naturelles sensibles, sites de grand intérêt biologique, zones de protection spéciale de l'avifaune, périmètres d'intérêt paysager, périmètres de prévention rapprochée, éloignée et de surveillance des captages, zones vulnérables des principaux aquifères,...*).

7. Situation réglementaire de l'exploitation (*permis et autorisations couvrant l'activité actuelle, demandes en cours, éventuelles infractions au plan de secteur et/ou au(x) permis,...*) si l'avant-projet porte sur son extension.

2. Description des caractéristiques humaines et environnementales du territoire concerné (article 42, 3°).

L'étendue de ce territoire sera adaptée suivant les caractéristiques envisagées. Elle sera spécifiée et argumentée point par point par le bureau d'études.

2.1. Caractéristiques humaines.

2.1.1 Cadre bâti - Biens matériels et patrimoniaux : structure urbanistique et morphologie architecturale du bâti et des espaces publics, patrimoine culturel (*sites et biens classés, zones protégées,...*), carte des densités et pôles de développement.

2.1.2. Infrastructures et équipements publics aériens et souterrains (*les voiries, les voies ferrées, les lignes électriques HT et THT, les lignes téléphoniques, les canalisations souterraines,...*) + cartographie et évolution des capacités.

2.1.3. Activités humaines (*nature et caractéristiques des activités actuelles et potentielles dont l'agriculture, les activités touristiques, les équipements socioculturels sensibles tels que home, école, crèche, hôpital, autres occupations humaines ou industrielles (Seveso) sensibles,...*).

2.2. Caractéristiques environnementales.

2.2.1. Géologie (à développer si nécessaire).

2.2.2. Pédologie (*caractérisation du type de sol, qualité et rareté, joindre un extrait de la carte pédologique*).

2.2.3. Hydrologie et hydrogéologie (*bassin versant, sous-bassin, catégories de cours d'eau, plans d'eau, carte hydrogéologique, nappe aquifère (préciser le type), piézométrie, captages, zones vulnérables, zones de protection et de surveillance, zones de contrainte environnementale,...*).

2.2.4. Topographie et paysages (*géomorphologie et périmètres d'intérêt paysager, point ou ligne de vue ADESA, vision du paysage à partir du site et du site à partir des alentours + photographies,...*).

2.2.5. Air et climat (*données disponibles sur la qualité de l'air au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches, pose de jauges Owen, données climatiques, direction des vents dominants, sur base des relevés de la station météorologique la plus proche, prélèvements et analyses d'air, écrans naturels, vallées encaissées, situations particulières,...*).

6. Bruits et vibrations (*sources et niveaux actuels (étude acoustique) au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, données existantes ou mesurées, préciser les lieux de mesures, les dates et les heures*).

7. Faune et flore (*inventaire et description des espèces et des habitats, biotopes particuliers, biotopes aquatiques et palustres, présence éventuelle d'espèces et de milieux protégés*).

3. Conclusion sur l'analyse des contraintes et potentialités des sites (article 42, 3°).

CHAPITRE V. — Identification des effets probables de la mise en œuvre du projet sur l'homme et l'environnement

Il s'agit de mettre en évidence les contraintes et les incidences non négligeables probables (effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long terme, permanents et temporaires tant positifs que négatifs) sur l'homme et l'environnement (article 42, 8°).

Lorsque la mise en œuvre des zones d'extraction est phasée, les effets doivent être déterminés aux différents stades de cette mise en œuvre.

Une distinction est effectuée entre les impacts sur le site concerné par l'avant-projet ou la variante de localisation et les impacts sur les zones voisines.

Cette analyse doit être menée pour le site de l'avant-projet et des variantes de localisation.

1. Impacts sur la qualité de vie (*santé, sécurité, hygiène,...*).

1.1. Cadre bâti (*relation du projet avec l'agglomération existante et les propriétés riveraines, compatibilité avec les schémas de développement éventuels, avec les équipements et l'infrastructure existants*).

1.2. Impacts sur les biens matériels et le patrimoine culturel (*monuments et sites classés et fouilles archéologiques, fissures dans les bâtiments, atteintes à la stabilité des bâtiments, disparition ou dégradation de chemins communaux et voiries, canalisation souterraines (eau, électricité, gaz, téléphone,....), lignes électriques,...*).

1.3. Charroi (*direct et indirect - nombre de camions par jour, itinéraire, charge utile, effets sur le réseau routier et autoroutier, les infrastructures et les flux de mobilité,...*).

1.4. Tirs de mines (*vibrations au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, effets de site,...*).

1.5. Bruit (*au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches*).

1.6. Air et climat (*poussières - installation de jauges Owen -, formation de brouillards, odeurs,...*).

1.7. Topographie et paysages (*pendant et après l'activité extractive, établir des photos de synthèse*).

2. Impacts sur les activités humaines (*activités touristiques, activités SEVESO, activités agricoles, forestières,...*) (article 42, 9°).

3. Impacts sur le sol et le sous-sol (*karst, travaux miniers, glissement de terrain, érosion, ou autres contraintes géotechniques,...*).

4. Impacts sur l'hydrogéologie et l'hydrologie.

4.1. Modification du régime hydrogéologique (*rabattement de nappe, tassement du sol, influence sur les captages et le réseau hydrographique,...*).

4.2. Modification du régime hydrologique (*débit et charge des cours d'eau, inondations suite au rejet d'eaux d'exhaure, disparition/apparition de zones humides,...*).

4.3. Mobilisation des ressources en eau potabilisable.

5. Impacts sur la faune, la flore, la biodiversité.

Pendant et après la mise en œuvre du projet, altérations et pertes d'habitats faunistiques et d'écosystèmes, impacts potentiels sur les espèces et habitats d'espèces, d'intérêt communautaire, périmètres Natura 2000,.... (législation sur la conservation de la nature et Directives européennes 79/409/CEE et 92/43/CEE).

6. Interaction entre ces divers facteurs.

7. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable (article 42, 4°).

Il s'agit d'identifier, au regard des points 1 à 6 précédents, les zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable, de préciser les caractéristiques environnementales de ces zones et d'indiquer comment ces caractéristiques risquent d'être modifiées par le projet.

CHAPITRE VI. — Examen des mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs et pour renforcer ou augmenter les effets positifs de l'avant-projet ou des variantes de localisation

1. Présentation des variantes de délimitation et de mise en œuvre, ainsi que de variantes de destination pour les compensations planologiques (article 42, 11°).

Les variantes de délimitation sont des variations du contour des zones.

Les variantes de mise en œuvre correspondent par exemple à :

- une précision des affectations des zones;
- un phasage de l'occupation;
- des équipements techniques ou des aménagements particuliers;...

Pour les compensations planologiques, il s'agit de valider ou non le zonage retenu, et d'éventuellement proposer une alternative.

A l'échelle du périmètre d'influence, les fondements pour l'identification des variantes de délimitation et des variantes de mise en œuvre sont :

- répondre aux objectifs de l'avant-projet;
- répondre au prescrit du C.W.A.T.U.P. (article 1^{er}, § 1^{er}) et des autres documents régionaux réglementaires ou d'orientation;
- utiliser au mieux les potentialités et contraintes du territoire : minimiser les impacts négatifs et favoriser les impacts positifs sur les plans social, économique et environnemental.

2. Mesures à mettre en œuvre (article 42, 10°).

Pour chacune des variantes, sont identifiées les mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les impacts négatifs sur l'environnement et renforcer ou augmenter les impacts positifs.

Si de telles mesures sont présentes dans l'avant-projet, il s'agit de vérifier leur adéquation avec les objectifs de la révision et avec les particularités du milieu. Au besoin, de nouvelles prescriptions peuvent être ajoutées.

2.1. Ajustement ou redéfinition du zonage réglementaire (y compris les périmètres prévus à l'article 40 du Code), en ce compris les zones constituant la compensation planologique.

2.2. Etablissement de prescriptions supplémentaires.

Parmi ces prescriptions supplémentaires peuvent se trouver (article 41 du C.W.A.T.U.P.) :

- une précision des affectations de la (des) zone(s);
- la réalisation d'un plan communal d'aménagement;
- le phasage de l'occupation de la (des) zone(s);
- la réversibilité des affectations s'il n'y a pas de mise en œuvre après un laps de temps;

...

2.3. Détermination d'équipements techniques et d'aménagements particuliers.

4. Efficacité estimée de ces mesures et impacts résiduels non réductibles.

3. Vérification de la prise en compte des objectifs pertinents de la protection de l'environnement humain et naturel dans le cadre de la révision du plan de secteur (article 42, 7°).

Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte couvrent au moins les thèmes suivants : la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs.

Il s'agit des objectifs de protection de l'environnement "pertinents" pour le plan en question. La pertinence d'un objectif s'apprécie en fonction des incidences notables probables du plan sur l'environnement tel que défini ci-dessus.

Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte sont ceux qui ont été établis au niveau international, communautaire ou des Etats membres.

En ce qui concerne le niveau communautaire, ces objectifs pourront être dégagés notamment du sixième programme d'action communautaire pour l'environnement, mais également des différentes directives européennes telles que la directive-cadre eau.

Toutefois, dans l'hypothèse où les objectifs établis sur le plan international ou européen ont été incorporés dans des objectifs fixés au niveau national, régional ou local, la prise en compte de ces derniers suffit.

4. Evolution probable de la situation environnementale si le plan n'est pas mis en œuvre (article 42, 3°)

Il s'agit de préciser l'évolution probable des caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable (voir chapitre V, point 7) en cas d'absence de révision du plan de secteur.

CHAPITRE VII. — Justifications, recommandations et suivi de la mise en œuvre du plan

1. Justification et comparaison de l'avant-projet et des différentes variantes de délimitation et de mise en œuvre (article 42, 11°).

La justification s'effectue sur base de l'article 1^{er}, § 1^{er} du C.W.A.T.U.P. et de l'analyse des précédents chapitres.

Sous forme de tableau, la comparaison se base au minimum sur les éléments ci-dessus : impacts (tant positifs que négatifs) sur le milieu, mesures d'atténuation des impacts à mettre en œuvre, impacts résiduels.

Rappeler quelles sont les principales potentialités et contraintes du projet de révision du plan de secteur.

Conclusions sur la demande et le cas échéant, énoncer des recommandations.

2. Mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du plan de secteur (article 42, 13°).

Il s'agit de lister les impacts non négligeables, de proposer des indicateurs de suivi de ces impacts, leur mode de calcul ou de constat, les données utilisées et leur source, ainsi que leurs valeurs-seuils.

L'auteur peut donner des conseils sur des points à étayer dans le dossier de demande de permis et dans l'étude d'incidences du projet.

CHAPITRE VIII. — Description de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées**1. Présentation de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées (article 42, 12°).**

Il s'agit de décrire les éléments spécifiques de la méthode d'évaluation et de préciser les difficultés rencontrées, notamment dans la collecte des informations et les méthodes d'évaluation des besoins.

2. Limites de l'étude (article 42, 12°).

L'auteur de l'étude précise les difficultés rencontrées ainsi que les points qui n'ont pas pu être approfondis et qui pourraient éventuellement l'être dans de futures études d'incidences.

Bibliographie

Résumé non technique

Table des matières, suivie de la liste des cartes, figures et photos (avec le numéro de page où elles se trouvent).

Le résumé non technique est un document indépendant qui comporte un maximum de 30 pages de texte. Il est illustré de cartes, de figures et de photos en couleur.

Ce document doit résumer l'étude d'incidences de plan et la traduire dans un langage non technique de façon à la rendre compréhensible pour un public non averti, et doit favoriser la participation des citoyens à l'enquête publique.

Les effets positifs, négatifs et les mesures d'atténuation (recommandations) proposées seront présentés sous forme de tableau synthétique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 décidant la mise en révision du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort (planches n^{os} 53/4 et 54/1) et adoptant l'avant-projet de révision du plan en vue de l'inscription d'une zone d'extraction, d'une zone agricole et d'une zone d'espaces verts à Yvoir.

Namur, le 30 novembre 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG**MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION**

D. 2007 — 435

[2007/200151]

30. NOVEMBER 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung, durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan Dinant-Ciney-Rochefort (Karten 53/4 und 54/1) einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung eines Abbaugebiets, eines Agrargebiets und eines Grüngebiets in Yvoir angenommen wird

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 1, 22, 23, 25, 32, 37 und 42 bis 46;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. Januar 1979 zur Festlegung des Sektorenplans Dinant-Ciney-Rochefort, der mehrmals abgeändert wurde;

In Erwägung des am 20. Januar 2005 angenommenen Vertrags für die Zukunft für die Walloninnen und Wallonen und der am 30. August 2005 angenommenen vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft;

In Erwägung des im April 2004 durch die "SA Carrières des Nutons" eingereichten Antrags auf eine Abänderung des Sektorenplans Dinant-Ciney-Rochefort zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets in Yvoir als Erweiterung des in der Ortslage "Trou des Chats" gelegenen Steinbruchs;

In der Erwägung, dass der Entwurf die Eintragung auf Gebiete, die zur Zeit die Zweckbestimmung von Agrargebieten haben, von 6 ha Abbaugebiet zum Gegenstand hat, um der "SA Carrières des Nutons" zu erlauben, ihre Produktion von an Seelilien reichem Tournai-Kalkstein, der "petit granit" genannt und die Bestimmung als Baustein, Zierstein und Material für Tiefbau-, Bau- oder Straßenbauarbeiten hat, fortzuführen;

In der Erwägung, dass im Anschluss an die Abänderungen des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe der Antragsteller eine aktualisierte Akte, die am 31. Mai 2006 abgegeben wurde, unterbreitet hat: diese enthält planologische Ausgleichsmaßnahmen zur Umwandlung von Teilen des Abbaugebiets in Agrargebiet und in Grüngebiet auf einer Fläche, die der beantragten Abbaugebietsfläche entspricht;

In der Erwägung, dass durch in der Akte erwähnte Bohrungen geschätzt werden kann, dass das im Sektorenplan ursprünglich südlich des bewirtschafteten Abbaugebiets eingetragene Abbauerweiterungsgebiet für die Bewirtschaftung von "petit granit" von unzureichender Qualität ist;

In der Erwägung, dass der Entwurf also die Verlegung eines schlecht lokalisierten Gebiets bezweckt, um die Weiterführung der Bewirtschaftung eines Betriebs zu ermöglichen, für welchen der Grundsatz der Erweiterung schon bei der Verabschiedung des Sektorenplans 1979 angenommen worden war;

In der Erwägung, dass die beantragte Erweiterung um 6 ha die Weiterführung der Abbautätigkeit beim jetzigen Betriebsrhythmus mehr als hundert Jahre lang ermöglichen würde;

In der Erwägung, dass die Bodenschätze keine erneuerbaren Ressourcen sind; dass der Fortbestand der Abbautätigkeit unvermeidlich Raumverbrauch voraussetzt;

In Erwägung der geologischen Analyse und der Betriebstechniken, die von der "SA Carrières des Nutons" in ihrer Akte vorgestellt worden sind;

In der Erwägung, dass der Entwurf lediglich die Gewinnung von Gestein ohne Verlegung der auf dem Gelände schon bestehenden Verarbeitungsanlagen betrifft;

In der Erwägung, dass der Entwurf die Erhaltung der direkten und indirekten durch die Tätigkeit geschaffenen Arbeitsplätze auf dem Gelände vorsieht;

In Erwägung der bestehenden Sach- und Rechtslage, aus welcher nach den heutigen verfügbaren Informationen anscheinend keine Einschränkung außer der Nähe eines Bachs hervorgeht;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung beschließt, dass die Karten 53/1 und 54/1 des Sektorenplans Dinant-Ciney-Rochefort zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets, eines Agrargebiets und eines Grüngebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Yvoir einer Revision zu unterziehen ist.

Art. 2 - Der Vorentwurf der Revision des Sektorenplans Dinant-Ciney-Rochefort (Karten 53/4 und 54/1) zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets, eines Agrargebiets und eines Grüngebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Yvoir, wird gemäß dem beiliegenden Plan angenommen.

Art. 3 - Die Regierung nimmt den zum vorliegenden Erlass als Anlage beigefügten Inhaltsentwurf der Umweltverträglichkeitsprüfung an.

Art. 4 - Die Regierung beauftragt den Minister der räumlichen Entwicklung damit, den Inhaltsentwurf der Umweltverträglichkeitsprüfung dem Regionalausschuss für Raumordnung und dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung zur Begutachtung zu unterbreiten, und ihr anschließend zur Annahme erneut zu unterbreiten.

Namur, den 30. November 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Vorschlag zum Inhalt der durch Artikel 42 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe vorgeschriebenen Umweltverträglichkeitsprüfung

Eintragung eines Abbaugebiets, eines Agrargebiets und eines Grüngebiets
im Sektorenplan Dinant-Ciney-Rochefort auf dem Gebiet der Gemeinde Yvoir (Dorinne)

Einleitung

Die Einleitung hat zum Zweck, die Umweltverträglichkeitsprüfung wieder in ihren Kontext einzusetzen und zielt insbesondere darauf ab, das Verfahren für die Öffentlichkeit zu klären

1. Erinnerung des Verfahrens zur Revision eines Sektorenplans - Artikel 42 bis 46 des C.W.A.T.U.P.
2. Durch die Regierung angenommener Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans, einschließlich der Maßnahmen zur Verringerung der Auswirkungen bezüglich der Durchführung des Projekts (Article 42, 1^o).
3. Beteiligte in der Revision des Sektorenplans.

3.1. Entscheidungsträger.

Die Wallonische Regierung, vertreten durch den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört.

3.2. Initiator des Antrags.

Projekträger, Gesellschaft oder natürliche Person, die das Gelände mit dem Steinbruch bewirtschaftet.

Die Kontaktperson(en) und ihre Personalien bitte angeben.

3.3. Umweltverträglichkeitsprüfer.

Zugelassenes Planungsbüro: die Kategorien und Dauer der Zulassungen, die verschiedenen Personen, die an der Umweltverträglichkeitsprüfung mitgearbeitet haben, und deren Kompetenzen bitte angeben. Die Kontaktperson(en) und ihre Personalien bitte angeben.

4. Durch die Verwaltung festgestellte potentielle Belastungen.

Es handelt sich um von der Verwaltung festgestellte Belastungen auf der Grundlage der Analyse der bestehenden Sach- und Rechtslage sowie auf der Grundlage der verschiedenen, in diesem Stadium des Verfahrens eingegangenen Gutachten (von dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium, dem kommunalen Beratungsausschuss für Raumordnung, dem Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen, der Generaldirektion der Landwirtschaft, der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt - Abteilung Natur und Forstwesen, Abteilung Wasser, Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen - dem Regionalausschuss für Raumordnung, dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung, den Wasserversorgungsgesellschaften, Elia, der Nationalgesellschaft der belgischen Eisenbahnen, der Landesverteidigung, usw.)

KAPITEL I — Beschreibung des Vorentwurfs zum Plan

1. Gegenstand der Revisionen der Sektorenpläne (Artikel 42 1°).

Lokalisierung und Fläche der Abbaugelände und sonstigen Gebiete und Umkreise, die im Vorentwurf zum Plan eingetragen sind, einschließlich der planologischen Ausgleichungen.

- *Genaue Lokalisierung (Provinz, Gemeinde(n), Ortslage, Straße, Nr. der NGI- Karte, Lambert-Koordinate) und Abbildung auf Straßen- und topographischer Karte (1/50 000 und 1/10 000) + Orthophotoplan i.M. 1/10 000;*
- *Die durch die Revision des Sektorenplans betroffenen Katasterparzellen werden auf IGN-Grundlage i.M. 1/10 000 und 1/25 000 dargestellt; die Gesamtfläche, die Eigentum des Antragstellers ist, bitte angeben;*
- *(Derzeitige oder geplante) Zweckbestimmungen im Sektorenplan (Karten 1/10 000 und 1/25 000); die Flächen der Gebiete, deren Zweckbestimmung geändert wird, bitte angeben (einschließlich der in Artikel 40 des Gesetzbuches vorgesehenen Umkreise).*

Gegebenenfalls bitte die zusätzlichen Vorschriften angeben (cf. Artikel 41 des Gesetzbuches).

2. Identifizierung und Erläuterung der Ziele der Revision des Sektorenplans (Artikel 42 1°).

Es geht darum, die Ziele der Regierung, die im Erlass zum Vorentwurf des Planes erwähnt sind, hervorzuheben, und sie verständlich zu machen.

Es soll weder eine einfache Abschrift noch eine Auslegung sein.

3. Kritische Analyse der Vereinbarkeit der Ziele des Vorentwurfs mit den relevanten Plänen und Programmen (Artikel 42, 1°).

Diese Analyse muss unter anderen die Überprüfung der Vereinbarkeit der Ziele des Vorentwurfs mit den Herausforderungen, die in den regionalen verordnenden oder Orientierungsdokumenten, d.h. im Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe sowie in den verschiedenen Plänen und Programmen wie z.B. dem Entwicklungsplan des regionalen Raums, dem Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, dem aktualisierten Vertrag für die Zukunft der Wallonie, usw. vorgestellt werden, umfassen.

Hier geht es nicht darum, die Ziele der besagten regionalen Dokumente zusammenzufassen, sondern die Ziele des Vorentwurfs hinsichtlich dieser Dokumente zu analysieren.

KAPITEL II — Sozialwirtschaftliche Begründung der Erweiterung der Abbaugelände im Sektorenplan

In diesem Kapitel wird überprüft, ob die als Abbaugelände im Sektorenplan innerhalb eines geeigneten Gebiets (noch zu identifizieren) eingetragenen Gelände es möglich machen, der Nachfrage gerecht zu werden, und werden die hauptsächlichsten sozialwirtschaftlichen Auswirkungen der Revision des Sektorenplans identifiziert (Artikel 42 2°).

1. Bewertung des Bedarfs.

1. Merkmale des Produkts.

Spezifitäten, Mehrwert und Verwendungen des Produkts, Identifizierung der Konkurrenz- oder Ersatzprodukte und der vergleichenden Vor- und Nachteile des betreffenden Produkts im Verhältnis mit den Konkurrenzprodukten, Transportart und Anteil des Transports in den Produktkosten, usw.

1.2 Einschätzung der Nachfrage.

Hier geht es darum, die Produktionsaussichten des Betreibers angesichts der Aussichten auf dem Markt des abgebauten Materials einzuschätzen.

1.2.1. Globaler Markt für das Material: heutige Lage und Entwicklungsperspektiven.

- *Einschätzung der heutigen (tatsächlichen und potenziellen) Absatzmärkte des abgebauten Materials angesichts dessen verschiedenen Verwendungen (ggf. das erbebezogene Interesse des gewonnenen Gesteins angeben) und der Marktgröße (Einzugsbereich) von lokaler bis zur internationalen Ebene. Wenn relevant, Aufführung und Lokalisierung auf einer Karte der (tatsächlichen und potentiellen) derzeitigen Kunden-Unternehmen unter Angabe des Vorteils, den sie von der Inbetriebsetzung des Geländes ziehen können. Im gegenteiligen Fall, kartographische Darstellung und Kennzeichnung des Einzugsbereichs.*
- *Marktentwicklung in den nächsten 30 Jahren: Die eventuellen Änderungen der Verwendungen des Produkts, die Entwicklung der Ersatzprodukte und die voraussichtliche Entwicklung der Transportkosten werden insbesondere berücksichtigt.*

1.2.2. Position des Betriebs auf dem Markt (heute und in Zukunft).

- *Identifizierung der Konkurrenz, sowohl auf regionaler als auch auf internationaler Ebene, die dasselbe Material gewinnt und sich an denselben Einzugsbereich wendet (jedes konkurrierende Gebiet auf einer Karte lokalisieren)*
- *Schätzung des relativen Anteils des Betriebs auf dem oben definierten Markt.*
- *Wachstumsaussichten des Betriebs je nach der Marktentwicklung und der Produktionsaussichten der konkurrierenden Betriebe (die Anträge auf eine Revision des Sektorenplans ebenfalls in Betracht ziehen).*

1.2.3. Schlussfolgerung bezüglich der Produktionsaussichten des Betriebs über 30 Jahre.

1.3 Schätzung des Angebots.

Hier wird das Angebot am zu gewinnenden Material geschätzt, das auf die unter Pos. 1.2.3. bestimmte Nachfrage sowohl quantitativ als auch qualitativ eingehen kann.

Diese Schätzung erfolgt in zwei Phasen.

- *In einer ersten Phase wird das zur Zeit bewirtschaftete Abbaugelände untersucht.*
- *In der zweiten Phase werden die Abbaugelände untersucht, die einem Vorkommen derselben Art entsprechen, im Sektorenplan innerhalb des vorher bestimmten Einzugsbereichs eingetragen sind und den unter Pos. 1.2.2. identifizierten Entwicklungsaussichten der konkurrierenden Betriebe nicht entsprechen.*

Für jedes dieser Gebiete, die auf einer Karte lokalisiert werden, gibt es Anlass, die Merkmale des Vorkommens anzugeben: Qualität des Gesteins (verfügbare physikalisch-chemische Analysen oder Qualitätszeichen), geschätzte Vorräte (Berechnungsmethoden erläutern) und Bewirtschaftungsmöglichkeit.

Die Erreichbarkeit des Geländes und das Vorhandensein der notwendigen Infrastrukturen, die Möglichkeit einer Bewirtschaftung unter Berücksichtigung der hauptsächlichlichen Flächennutzungsarten (Unvereinbarkeit der Abbautätigkeit mit anderen Flächennutzungsarten und menschlichen Aktivitäten) sowie die Lokalisierung des Geländes gegenüber dem bestehenden Betrieb und den heutigen oder zukünftigen Kundenunternehmen sind ebenfalls zu überprüfen.

1.4. Schlussfolgerung bezüglich der Einschätzung der Bedürfnisse.

Diese Schlussfolgerung betrifft die Notwendigkeit, ein Abbaugelände im Sektorenplan innerhalb des identifizierten Einzugsbereichs zu erweitern oder zu schaffen.

2. Sozialwirtschaftliche Auswirkungen.

Hier werden die durch den Betrieb erzeugte wirtschaftliche Tätigkeit (sowohl vor als auch nach Gewinnung), die direkten und indirekten geschaffenen Arbeitsplätze und die finanziellen Auswirkungen (Abgaben, Gebühren, usw.) eingeschätzt.

KAPITEL III — Billigung der Standortwahl für den Vorentwurf Identifizierung und Analyse der Standortvarianten

Hier geht es darum, im Maßstab des Einzugsbereichs die Standortwahl für den Vorentwurf zu billigen oder nicht:

- angesichts der regionalen Optionen, die Anwendung auf dieses Gebiet finden;
- unter Berücksichtigung der unter Pos. 1.3. identifizierten Kriterien für die Standortwahl, und ggf innerhalb dieses Gebiets Varianten für die Standortwahl zu suchen. (Artikel 42 11°).

1. Räumliche Darstellung der großen regionalen Optionen.

Hier geht es darum, auf dem Gebiet, das dem Einzugsbereich entspricht, die durch die regionalen Orientierungsdokumenten (Entwicklungsplan des regionalen Raums, Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, Vertrag für die Zukunft, bereichsübergreifende strategische Pläne, usw.) vorgesehenen Zielsetzungen zu übertragen.

2. Erläuterung der Hauptkriterien für die Standortwahl, die den in Punkt 3 des Kapitels I gebilligten Zielsetzungen des Vorentwurfs entsprechen.

Mindestens die folgenden Elemente werden untersucht:

2.1. Merkmale des Vorkommens: Qualität des Gesteins (verfügbare physikalisch-chemische Analysen oder Qualitätszeichen), geschätzte Vorräte (Berechnungsmethoden erläutern) und Bewirtschaftungsmöglichkeit.

2.2. Lokalisierung des Geländes gegenüber dem bestehenden Betrieb und den heutigen oder zukünftigen Kundenunternehmen.

2.3. Zugänglichkeit.

2.4. Vorhandensein von notwendigen Infrastrukturen.

2.5. Möglichkeit einer Bewirtschaftung unter Berücksichtigung der hauptsächlichlichen Flächennutzungsarten (Unvereinbarkeit der Abbautätigkeit mit anderen Flächennutzungsarten und menschlichen Aktivitäten).

3. Billigung der Standortwahl für den Vorentwurf.

Hier wird überprüft, ob die Lokalisierung des Vorentwurfs in keinem Gegensatz mit den unter Pos. 1 identifizierten regionalen Zielsetzungen steht und die unter Pos. 2 erläuterten Kriterien für die Standortwahl erfüllt.

4. Suche nach Alternativen für die Standortwahl des Vorentwurfs und Präsentation dieser Alternativen.

Hier wird nach Alternativen für die Standortwahl des Vorentwurfs gesucht, indem die unter Pos. 2 erläuterten Kriterien für die Standortwahl auf den Einzugsbereich unter Berücksichtigung der unter Pos. 1 identifizierten regionalen Zielsetzungen angewandt werden.

Diese Standortvarianten werden kurz vorgestellt.

5. Wahl von alternativen Standorten.

Hier werden der Vorentwurf und die Standortvarianten verglichen, was die folgenden Punkte betrifft:

- regionale Zielsetzungen;
- Kriterien für die Standortwahl;
- menschliches, sozialwirtschaftliches und umweltbezogenes Potenzial und menschliche, sozialwirtschaftliche und umweltbezogene Belastungen des dem Einzugsbereich entsprechenden Gebiets;
- Durchführungskosten zu Lasten der Gemeinschaft.

Es werden ebenfalls eine oder mehrere Standortvarianten gewählt.

Erfüllt kein alternativer Standort die Kriterien für die Standortwahl besser als der Vorentwurf, so gibt es keinen Anlass, eine Alternative zu wählen.

6. Planologischer Ausgleich.

Billigung der Zweckmäßigkeit der Lokalisierung der planologischen Ausgleichmaßnahmen hinsichtlich der wirtschaftlichen, sozialen, erbe- und umweltbezogenen Bedürfnisse sowie der bestehenden Sachlage.

Ggf. Vorschlag von alternativen Standorten.

KAPITEL IV — Ermittlung und Analyse der Einschränkungen und des Potentials der Gelände des Vorentwurfs und der Standortvarianten

1. Beschreibung des gesetzlichen Rahmens.

1.1. Vorschriftsmäßige Raumordnungsgebiete und Umkreise.

1.1.1. Auf regionaler Ebene (Sektorenplan, regionale Städtebauordnung, Sanierungsplan je Zwischeneinzugsgebiet, Allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden usw.).

1.1.2. Auf Gemeindeebene (Bebauungsplan, kommunaler Raumordnungsplan, kommunaler Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, kommunaler Naturförderungsplan, kommunales Strukturschema, kommunale Städtebauordnung, allgemeiner Gemeindekanalisationsplan, usw.).

1.2. Einer besonderen Regelung unterliegende Güter

1.2.1. Fauna und Flora (Rechtsstellung der Wälder und Forste, Naturpark, Naturschutzgebiete, Natura 2000-Gebiete, Standort von gemeinschaftlichem Interesse (besondere Erhaltungsgebiete), natürliche Lebensräume (Dekret vom 6 Dezember 2001) und Arten von gemeinschaftlichem Interesse, usw.) (Artikel 42 5°).

1.2.2. Menschliche Aktivitäten (*Rechtsstellung der Straßennetze und Verkehrswege, Autonomes Netz langsamer Wege, Industrien und Ausrüstungen mit bedeutenden Risiken SEVESO, usw.*) (Artikel 42 6°).

1.3. Genehmigungsgebiete mit Einschränkung der bürgerlichen Rechte (*bestehende Parzellierungen, Umkreise, für welche eine Beihilfe des Katastrophenfonds erteilt worden ist, Immobiliengüter, die dem Vorkaufsrecht unterworfen sind, Immobiliengüter, die einer Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken unterworfen sind, usw.*).

1.4. Mit den Politiken der operativen Planung verbundene Umkreise (*Flurbereinigungsgebiete, Umkreise der städtischen Neubelebung, Stadterneuerungsbereiche, bevorzugte Initiativgebiete, usw.*).

1.5. Erbe- und archäologische Stätten (*unter Schutz gestellte Denkmäler bzw. Landschaften, einschließlich der archäologischen Ausgrabungen, Denkmalerbe von Belgien, Liste der bemerkenswerten Bäume und Hecken, usw.*).

6. Umwelteinschränkungen (*unterirdische Hohlräume von wissenschaftlichem Interesse, Feuchtgebiete von biologischem Interesse, Flussverträge, empfindliche Naturgebiete, Gebiete von hohem biologischem Interesse, Sonderschutzgebiete für die Avifauna, Umkreise von landschaftlichem Interesse, Präventivzonen im Nahbereich, im Fernbereich und Überwachungszonen der Wasserentnahmestellen, empfindliche Gebiete der Hauptgrundwasserleiter, usw.*).

7. Rechtliche Lage des Betriebs (*Genehmigungen und Erlaubnisse betreffend die heutige Aktivität, laufende Anträge, ggf. Verstöße gegen den Sektorenplan oder die Genehmigung(en), usw.*), wenn der Vorentwurf seine Erweiterung betrifft.

2. Beschreibung der Merkmale des betroffenen Gebiets hinsichtlich der Bevölkerung und der Umwelt (Artikel 42 3°).

Die Fläche dieses Gebiets wird je nach den in Betracht gezogenen Merkmalen angepasst. Das Planungsbüro wird für jeden Punkt die Fläche spezifizieren und argumentieren.

2.1. Merkmale hinsichtlich der Bevölkerung.

2.1.1. Bebauter Bereich - Materielle Güter und Erbgut: Urbanistische Struktur und architektonische Morphologie der Bebauung und der öffentlichen Flächen, Kulturerbe (*unter Schutz gestellte Landschaften und Güter, Schutzgebiete, usw.*), Dichtekarten und Entwicklungspole.

2.1.2. Öffentliche Infrastrukturen und Ausrüstungen im Freien und im Untergrund (*Straßen, Schienenwege, Hochspannungs- und Höchstspannungsleitungen, Telefonleitungen, unterirdische Kanalisationen usw.*), + kartographische Darstellung und Entwicklung der Kapazitäten.

2.1.3. Menschliche Aktivitäten (*Natur und Merkmale der heutigen und potentiellen Aktivitäten, u.a. Landwirtschaft, touristische Aktivitäten, solche empfindliche soziokulturelle Ausrüstungen wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, Krankenhaus, sonstige empfindliche menschliche oder industrielle Aktivitäten (Seveso), usw.*).

2.2. Merkmale hinsichtlich der Umwelt.

2.2.1. Géologie (*wenn nötig bitte entwickeln*).

2.2.2. Bodenkunde (*Kennzeichnung der Bodenart, Qualität und Seltenheit, einen Auszug der pedologischen Karte bitte beifügen*).

2.2.3. Hydrologie und Hydrogeologie (*Wassereinzugsgebiet, Zwischengebiet, Kategorien von Wasserläufen, Wasserflächen, hydrogeologische Karte, Grundwasserleitschicht (Art bitte angeben), Piezometrie, Wasserentnahmestellen, empfindliche Gebiete, Schutz- und Überwachungszonen, Zonen mit Umwelteinschränkungen, usw.*).

2.2.4. Topographie und Landschaften (*Geomorphologie und Umkreise von landschaftlichem Interesse, Punkte oder Linie mit bemerkenswertem Ausblick ADESA, Landschaftsbild aus dem Gelände und des Geländes aus der Umgebung + Photos usw...*).

2.2.5. Luft und Klima (*verfügbare Daten über die Luftqualität an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten, empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, Anlegen von Owen-Messgeräten, klimatische Daten, Hauptwindrichtungen, auf der Grundlage der Aufstellungen der nächsten meteorologischen Station, Luftentnahmen und -analysen, natürliche Schutzwände, Engtäler, besondere Lagen usw.*).

6. Lärm und Schwingungen (*Quellen und heutige Pegel (akustische Studie) an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten, empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, und Gebieten mit technologischem Risiko, bereits vorhandene oder nach Messung erhaltene Daten, bitte die Messstellen, -tage und -zeiten angeben*).

7. Fauna und Flora (*Bestandsaufnahme und Beschreibung der Arten und Lebensräume, besonderen Biotope, Wasser- und Sumpfbiotop, ggf. Vorhandensein von geschützten Arten und Lebensräumen*).

3. Schlussfolgerungen über die Analyse der Einschränkungen und des Potentials der Gelände (Artikel 42 3°).

KAPITEL V — Identifizierung der voraussichtlichen Auswirkungen der Durchführung des Projekts auf den Menschen und die Umwelt

Hier gilt es, die Beschränkungen und voraussichtlichen bedeutsamen Auswirkungen hervorzuheben (*kumulative, synergische, kurz-, mittel- und langfristige, ständige und zeitweilige, sowohl positive als auch negative Nebenwirkungen*) auf den Menschen und auf die Umwelt (Artikel 42 8°).

Wenn die Verwertung der Abbaugelände in Phasen vorgesehen ist, so müssen die Auswirkungen bei den verschiedenen Stadien dieser Verwertung bestimmt werden.

Es wird zwischen den Auswirkungen auf das durch den Vorentwurf betroffene Gebiet oder die Standortvariante und den Auswirkungen auf die Nachbargelände unterschieden.

Diese Analyse muss für das Gelände des Vorentwurfs und die Standortvarianten vorgenommen werden.

1. Ein- und Auswirkungen auf die Lebensqualität (*Gesundheit, Sicherheit, Hygiene, usw.*).

1.1. Bebauter Bereich (*Beziehung des Projekts mit der bereits bestehenden Siedlung und den anliegenden Anwesen, Vereinbarkeit mit den eventuellen Entwicklungsplänen, mit den bereits bestehenden Ausrüstungen und Infrastrukturen*).

1.2. Auswirkungen auf die materiellen Güter und das Kulturerbgut (*unter Schutz gestellte Denkmäler bzw. Landschaften und archäologische Ausgrabungen, Risse in den Gebäuden, Gefährdung der Festigkeit der Gebäude, Verschwinden oder Beschädigung von Gemeindewegen und -straßen, unterirdischen Kanalisationen (Wasser, Strom, Gas, Telefon, usw.) elektrischen Leitungen, usw.*).

1.3. Verkehr (*direkter und indirekter Verkehr - Anzahl LKW pro Tag, Verkehrsstrecke, Nutzlast, Effekte auf das Straßen- und Autobahnnetz, die Infrastrukturen und die Verkehrsströme, usw.*).

1.4. Sprengarbeiten (*an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten und empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, und an den nächsten Gebieten mit technologischem Risiko, Effekte auf das Gelände, usw.*).

1.5. Lärm (an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten und empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe).

1.6. Luft und Klima (Staub, Anlegen von Owen-Messgeräten, Dunstbildung, Geruch, usw.).

1.7. Topographie und Landschaften (während und nach der Abbautätigkeit, Synthesebilder bitte geben).

2. Ein- und Auswirkungen auf die menschlichen Aktivitäten (touristische Aktivitäten, SEVESO Aktivitäten, landwirtschaftliche und forstliche Aktivitäten, usw.) (Artikel 42 9°).

3. Auswirkungen auf den Boden und den Unterboden (Karst, Bergbauarbeiten, Erdbeben, Erosion oder sonstige geotechnische Belastungen, usw.).

4. Auswirkungen auf die Hydrogeologie und die Hydrologie.

4.1. Veränderungen des hydrogeologischen Systems (Abpumpen der Grundwasserschichten, Bodensenkung, Auswirkungen auf die Wasserentnahmestellen und auf das hydrographische Netz, usw.).

4.2. Veränderungen des hydrologischen Systems (Abflussmenge und Belastung der Wasserläufe, Überschwemmungen infolge der Ableitung von Trockenlegungswasser, Verschwinden/Entstehen von Feuchtgebieten, usw.).

4.3. Mobilisierung der Trinkwasserressourcen.

5. Ein- und Auswirkungen auf die Fauna, die Flora und die biologische Vielfalt.

Während und nach der Durchführung des Projekts, Beschädigung und Verlust von faunistischen Lebensräumen und Ökosystemen, mögliche Auswirkungen auf die Arten und Lebensräume von Arten von gemeinschaftlichem Interesse, Natura 2000-Gebiete, usw. (Gesetzgebung über die Naturerhaltung und EWG-Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG).

6. Wechselbeziehung zwischen diesen verschiedenen Faktoren.

7. Merkmale der Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten (Artikel 42 4°).

Es gilt, hinsichtlich der vorigen Punkte 1 bis 6, die Gebiete zu identifizieren, die erheblich betroffen werden könnten, die umweltbezogenen Merkmale dieser Gebiete zu beschreiben und anzugeben, wie diese Merkmale durch das Projekt abgeändert werden könnten.

KAPITEL VI — Überprüfung der Maßnahmen, die zu treffen sind, um die negativen Auswirkungen zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen und um die positiven Auswirkungen des Vorentwurfs oder der Standortvarianten zu verstärken oder zu steigern

1. Darstellung der Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten, sowie der Zweckbestimmungsvarianten für die planologischen Ausgleichsmaßnahmen (Artikel 42 11°).

Die Varianten der Abgrenzung sind Varianten des Umkreises der Gebiete.

Die Durchführungsvarianten betreffen zum Beispiel:

- eine genauere Bestimmung der Zweckverwendungen der Gebiete;
- eine Phasierung der Bodennutzung;
- technische Ausrüstungen oder besondere Einrichtungen,...

Für die planologischen Ausgleichsmaßnahmen wird die gewählte Zoneneinteilung gebilligt oder nicht, und ggf. eine Alternative vorgeschlagen.

Auf der Ebene des Einflussbereichs sind die Grundsätze für die Identifizierung der Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten die Folgenden:

- den Zielen des Vorentwurfs nachkommen;
- den Bestimmungen des C.W.A.T.U.P. (Artikel 1 § 1) und der anderen regionalen verordnenden oder Orientierungsdokumenten entsprechen;
- das Potenzial und die Einschränkungen des Gebiets bestens auszunutzen: die negativen Auswirkungen minimieren und die positiven Auswirkungen im sozialen, wirtschaftlichen und Umweltbereich fördern.

2. Einzuleitende Maßnahmen (Artikel 42 10°).

Für jede Variante werden die Maßnahmen identifiziert, die zu treffen sind, um die negativen Auswirkungen auf die Umwelt zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen und um die positiven Auswirkungen des Vorentwurfs zu verstärken oder zu steigern.

Wenn solche Maßnahmen im Vorentwurf vorgesehen sind, soll überprüft werden, ob sie mit den Zielen der Revision und den Besonderheiten des Umfelds vereinbar sind. Wenn nötig können neue Vorschriften hinzugefügt werden.

2.1. Anpassung oder Neubestimmung der vorschriftsmäßigen Zoneneinteilung (einschließlich der in Artikel 40 des Gesetzbuches vorgesehenen Umkreise), einschließlich der Gebiete, die den planologischen Ausgleich bilden.

2.2. Festsetzung von zusätzlichen Vorschriften.

Diese zusätzliche Vorschriften können u.a. das Folgende betreffen (Artikel 41 des C.W.A.T.U.P.):

- eine genauere Bestimmung der Zweckverwendungen des bzw. der Gebiete;
- Erstellung eines kommunalen Raumordnungsplanes;
- Phasierung der Benutzung des bzw. der Gebiete;
- Reversibilität der Zweckverwendungen, wenn nach einer bestimmten Zeit das Projekt nicht durchgeführt worden ist

...

2.3. Bestimmung von technischen Ausrüstungen und besonderen Einrichtungen.

4. Einschätzung der Effizienz der Maßnahmen und des nicht reduzierbaren Restimpacts.

3. Überprüfung der Beachtung der relevanten Ziele in Sachen Umweltschutz für Mensch und Natur im Rahmen der Revision des Sektorenplans (Artikel 42 7°).

Die zu berücksichtigenden Ziele in Sachen Umweltschutz betreffen mindestens die folgenden Themen: biologische Vielfalt, Bevölkerung, menschliche Gesundheit, Fauna, Flora, Boden, Wasser, Luft, Klima, materielle Güter, Kulturerbe, einschließlich der architektonisch wertvollen Bauten und der archäologischen Schätze, Landschaft sowie Wechselwirkungen zwischen den genannten Faktoren.

Es geht um die "relevanten" Ziele in Sachen Umweltschutz für den besagten Plan. Die Relevanz eines Ziels wird unter Berücksichtigung der voraussichtlichen bedeutsamen Auswirkungen des Planes auf die Umwelt im Sinne der oben erwähnten Definition bewertet.

Die zu berücksichtigenden Ziele in Sachen Umweltschutz sind diejenigen, die auf internationaler, gemeinschaftlicher Ebene oder durch die Mitgliedstaaten festgelegt worden sind.

Was die gemeinschaftliche Ebene betrifft, so können diese Ziele nicht nur vom sechsten Aktionsprogramm für den Umweltschutz, sondern auch von den verschiedenen Europäischen Richtlinien wie z.B. der Rahmenrichtlinie "Wasser" abgeleitet werden.

Falls die auf internationaler oder europäischer Ebene festgelegten Ziele in auf nationaler, regionaler oder lokaler Ebene festgelegte Ziele eingegliedert worden sind, so reicht die Berücksichtigung letzterer.

4. Voraussichtliche Entwicklung der Umweltlage, wenn der Plan nicht durchgeführt wird (Artikel 42 3°).

Hier geht es darum, die wahrscheinliche Entwicklung der umweltbezogenen Merkmale der Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten (siehe Kapitel V, Punkt 7), mangels einer Revision des Sektorenplans anzugeben.

KAPITEL VII — Begründungen, Empfehlungen und Überwachung der Durchführung des Planes

1. Begründung und Vergleich des Vorentwurfs und der verschiedenen Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten (Artikel 42 11°).

Die Begründung erfolgt auf der Grundlage von Artikel 1 § 1 des C.W.A.T.U.P. und der Analyse der vorhergehenden Kapitel.

Der Vergleich hat die Form einer Tabelle und beruht mindestens auf den folgenden Elementen: (sowohl positive als auch negative) Auswirkungen auf das Umfeld, einzuleitende Maßnahmen zur Milderung der Auswirkungen, Restimpacts..

An das hauptsächliche Potenzial und die hauptsächlichen Belastungen des Projekts zur Revision des Sektorenplans erinnern. Schlussfolgerungen über die Antragstellung abgeben und ggf. Empfehlungen äußern.

2. In Betracht gezogene Maßnahmen zur Begleitung der Durchführung des Sektorenplans (Artikel 42 13°).

Es geht darum, die bedeutsamen Auswirkungen aufzulisten, Überwachungsindikatoren bezüglich dieser Auswirkungen, ihr Berechnungs- und Feststellungsverfahren, die verwendeten Daten und deren Quellen sowie Schwellenwerte vorzuschlagen.

Der Autor kann über Punkte, die in der Akte des Genehmigungsantrags und in der Umweltverträglichkeitsprüfung des Planes zu bekräftigen sind, Ratschläge erteilen.

KAPITEL VIII — Beschreibung der Bewertungsmethode und der angetroffenen Schwierigkeiten

1. Vorstellung der Bewertungsmethode und der angetroffenen Schwierigkeiten (Artikel 42 12°).

Es geht darum, die spezifischen Elemente der Bewertungsmethode zu beschreiben und die insbesondere bei der Sammlung der Informationen und in den Methoden zur Einschätzung der Bedürfnisse angetroffenen Schwierigkeiten zu erklären.

2. Grenzen der Studie (Artikel 42 12°).

Der Autor der Studie erläutert die angetroffenen Schwierigkeiten sowie die Punkte, die nicht gründlicher untersucht werden konnten und die ggf. in zukünftigen Umweltverträglichkeitsprüfungen gründlicher untersucht werden könnten.

Bibliographie

Nichttechnische Zusammenfassung

Inhaltsverzeichnis, Liste der Karten, Abbildungen und Bilder (mit der Seitennummer).

Die nichttechnische Zusammenfassung ist ein getrenntes Dokument, das höchstens 30 Textseiten umfasst. Es ist mit Karten, Abbildungen und Farbbildern illustriert.

Dieses Dokument muss die Umweltverträglichkeitsprüfung über den Plan zusammenfassen und sie in eine nichttechnische Sprache übersetzen, damit sie für nicht Sachkundige verständlich wird, und die Teilnahme der Bürger an der öffentlichen Untersuchung fördern.

Die positiven, negativen Auswirkungen und die vorgeschlagenen Maßnahmen zur Verringerung der Auswirkungen (Empfehlungen) werden in der Form einer synthetischen Tabelle dargestellt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006, durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan Dinant-Ciney-Rochefort (Karten 53/4 und 54/1) einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung eines Abbaugebiets, eines Agrargebiets und eines Grüngelands in Yvoir angenommen wird, beigelegt zu werden.

Namur, den 30. November 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 435

[2007/200151]

30 NOVEMBER 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot herziening van het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort (bladen 53/4 en 54/1) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het plan met het oog op de opnemingsgebied, een landbouwgebied en een groengebied te Yvoir

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 1, 22, 23, 25, 32, 37 en 42 tot 46;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan goedgekeurd door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 januari 1979 tot vaststelling van het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort, meermaals gewijzigd;

Gelet op het Toekomstcontract voor Wallonië, aangenomen op 20 januari 2005 en de prioritair acties voor de toekomst van Wallonië, aangenomen op 30 augustus 2005;

Gelet op het verzoek om wijziging van het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort, in april 2004 ingediend door de "SA Carrières des Nutons", met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied te Yvoir als uitbreiding van de groeve gelegen in het gehucht "Trou des Chats";

Overwegende dat het ontwerp betrekking heeft op de opnemings op gronden die heden als landbouwgebied bestemd zijn, van 6 hectare ontginningsgebied om de "SA Carrières des Nutons" de mogelijkheid te bieden om de productie verder te zetten van boven-Doornikse kalksteen die bijzonder rijk is aan zeelie en arduin genoemd wordt, en die gebruikt wordt als bouw- of siersteen en in de burgerlijke bouwkunde;

Overwegende dat de verzoeker na de wijzigingen in het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium een bijgewerkt dossier heeft ingediend op 31 mei 2006 met planologische compensaties met het oog op de reconversie van delen van het ontginningsgebied tot landbouw- en groengebied waarvan de oppervlakte overeenstemt met die van het aangevraagde ontginningsgebied;

Overwegende dat uit boringen, die in het dossier vermeld worden, kan worden opgemaakt dat het ontginningsuitbreidingsgebied dat aanvankelijk in het gewestplan opgenomen was ten zuiden van het uitgebate ontginningsgebied, een matige kwaliteit vertoont voor de ontginning van arduin;

Overwegende dat het ontwerp derhalve betrekking heeft op de verplaatsing van een slecht gelegen gebied met het oog op de verdere bedrijvigheid van een onderneming waarvan het principe van uitbreiding reeds bij de aanneming van het gewestplan in 1979 vaststond;

Overwegende dat de aangevraagde uitbreiding van 6 hectare tegen het huidige ontginningsritme de verderzetting van de activiteit gedurende meer dan honderd jaar mogelijk zou maken;

Overwegende dat de rijkdommen van de ondergrond niet hernieuwbaar zijn; dat het voortbestaan van de ontginningsactiviteit onvermijdelijk in het gebruik van ruimte resulteert;

Gelet op de geologische analyse en de ontginningstechnieken die de "SA Carrières des Nutons" in haar dossier opgenomen heeft;

Overwegende dat het ontwerp enkel betrekking heeft op de ontginning van rotsgesteenten, zonder dat de behandelingsinstallaties die op site aanwezig zijn, worden verplaatst;

Overwegende dat het ontwerp voorziet in het behoud van de rechtstreekse en de onrechtstreekse werkgelegenheid voortvloeiend uit de activiteit op de site;

Gelet op de bestaande feitelijke en rechtstoestand waaruit geen enkele drukfactor blijkt volgens de beschikbare informatie, behalve de nabijheid van een beek;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. De Regering beslist de bladen 53/4 en 54/1 van het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort aan een herziening te onderwerpen met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied, een landbouwgebied en een groengebied op het grondgebied van de gemeente Yvoir.

Art. 2. Het voorontwerp van herziening van het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort (bladen 53/4 en 54/1) met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied, een landbouwgebied en een groengebied op het grondgebied van de gemeente Yvoir wordt aangenomen overeenkomstig bijgevoegd plan.

Art. 3. De Regering neemt de ontwerp-inhoud van het bij dit besluit gevoegde milieueffectonderzoek aan.

Art. 4. De Regering belast de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling ermee, de ontwerp-inhoud van het effectonderzoek ter advies voor te leggen aan de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening) en aan de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling) en het haar nadien opnieuw voor te leggen voor aanneming ervan.

Namen, 30 november 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

Voorstel tot inhoud van het effectonderzoek voorgeschreven bij artikel 42 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium

Opnemings van een ontginningsgebied, een landbouwgebied en een groengebied in het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort, op het grondgebied van de gemeente Yvoir (Dorinne)

Inleiding

De inleiding heeft als doel het effectonderzoek in zijn context te plaatsen en wil met name de procedure voor het publiek duidelijker maken.

1. Verwijzing naar de procedure voor de herziening van een gewestplan - Artikelen 42 tot 46 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

2. Voorontwerp van herziening van het gewestplan goedgekeurd door de Waalse Regering met inbegrip van de verzachtende maatregelen met betrekking tot de uitvoering van het project (artikel 42, 1°).

3. Actoren van de herziening van het gewestplan.

3.1. Beslissingsmaker.

Waalse Regering vertegenwoordigd door de Minister tot wiens bevoegdheden Ruimtelijke Ordening behoort.

3.2. Initiatiefnemer van het verzoek.

Promotor van het project, vennootschap of natuurlijke persoon die de groeve uitbaat.

De contactpersoon (-personen) en zijn (hun) personalia vermelden.

3.3. Auteur van het effectonderzoek.

Erkend studie bureau : de categorieën erkenningen en de duur ervan nader omschrijven en de verschillende personen die aan het onderzoek hebben meegewerkt, vermelden en hun bevoegdheden specificeren. De contactpersoon (-personen) en zijn (hun) personalia vermelden.

4. Potentiële drukfactoren, door het bestuur onderkend.

Het betreft de drukfactoren die het bestuur heeft onderkend op grond van de analyse van de feitelijke en de rechtstoestand en van de verschillende adviezen die het in dit stadium van de procedure gekregen heeft (college van burgemeester en schepenen, gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening, Ministerie van Uitrusting en Vervoer, Directoraat-generaal Landbouw, Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu-Afdeling Natuur en Bossen, DE, Afdeling Preventie en Vergunningen, Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening, (Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling, de waterleidingmaatschappijen, Elia, NMBS, Landsverdediging....).

HOOFDSTUK I. — Omschrijving van het voorontwerp van plan

1. Doel van de herziening van het gewestplan (artikel 42, 1°).

Bepaling van ligging en oppervlakte van de ontginningsgebieden en de andere gebieden en omtrekken opgenomen in het voorontwerp van plan, met inbegrip van de planologische compensaties.

- *Exacte plaatsbepaling (provincie, gemeente, gehucht, straat, bladnr. NGI, Lambert-coördinaten) en illustratie op wegen- en topografische kaarten (1/50 000e en 1/10 000e) + ortofotoplan 1/10 000e;*
- *kadastrale percelen betrokken bij de herziening van het gewestplan en op NGI-achtergrond overgedrukt op 1/10 000e en 1/25 000e; de totale oppervlakte die het eigendom is van de aanvrager, bepalen;*
- *(huidige en geplande) bestemmingen in het gewestplan (kaarten 1/10 000e en 1/25 000e); de oppervlakten van de zones waarvan de bestemming verandert (met inbegrip van de omtrekken bedoeld in artikel 40 van het Wetboek) nader bepalen.*

In voorkomend geval de bepaalde bijkomende voorschriften nader omschrijven (zie artikel 41 van het Wetboek).

2. Identificatie en expliciteer van de doelstellingen van de herziening van het gewestplan (artikel 42, 1°).

Doel is de doelstellingen van de Regering bedoeld in het besluit van voorontwerp van het plan voor het publiek duidelijk en begrijpelijk maken.

Het is geen kopieerwerk en ook geen interpretatie.

3. Kritische analyse van de verenigbaarheid van de doelstellingen van het voorontwerp ten opzichte van de relevante plannen en programma's (artikel 42, 1°).

Die analyse dient onder andere de controle te bevatten van de verenigbaarheid van de doelstellingen van het voorontwerp met de belangen voorgesteld in de gewestelijke regelgeving en beleidsteksten, namelijk het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, en de verschillende plannen en programma's zoals het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, het milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling, het bijgewerkte toekomstcontract voor Wallonië...

De doelstellingen van bedoelde gewestelijke documenten moeten niet samengevat worden. Wat wel gedaan moet worden, is de doelstellingen van het voorontwerp analyseren ten opzichte van die documenten.

HOOFDSTUK II. — Sociaal-economische verantwoording van de uitbreiding van de ontginningsgebieden in het gewestplan

In dit hoofdstuk wordt nagegaan of de gronden opgenomen als ontginningsgebied in het gewestplan op een relevant grondgebied (nader te bepalen) op de vraag kunnen ingaan en worden de voornaamste sociaal-economische effecten van de herziening van het gewestplan aangeduid (artikel 42, 2°).

1. Evaluatie van de behoefte.

1. Kenmerken van het product.

Specifieke kenmerken, toegevoegde waarde en gebruiksvormen van het product, benoeming van de concurrerende of vervangingsproducten en van de voor- en nadelen in vergelijking met het overwogen product ten opzichte van de concurrerende producten, het soort vervoer dat gebruikt wordt en het aandeel van het vervoer in de kostprijs van het product...

1.2 Evaluatie van de vraag.

Hier worden de perspectieven inzake de productie door de exploitant ten opzichte van de marktperspectieven van de ontgonnen stof geëvalueerd.

1.2.1. Globale markt van de stof : huidige toestand en ontwikkelingsperspectieven.

- *De huidige (daadwerkelijke en potentiële) afzetmogelijkheden van de ontgonnen stof evalueren ten opzichte van de verschillende gebruiksvormen (in voorkomend geval het belang van de ontgonnen rotsgesteenten op erfgoedvlak aangeven), alsook de schaal van de markt (afzetkring), van het lokale naar het internationale vlak. Als de denkoefening relevant is, de voornaamste ondernemingen die heden (daadwerkelijk en potentieel) klant zijn, noemen en op een kaart aangeven, alsook aangeven welk belang zij kunnen halen uit de inbedrijfname van de site; in het tegenovergesteld geval, de afzetkring in kaart brengen en nader omschrijven.*
- *Evolutie van de markt de volgende 30 jaar : er zal met name rekening worden gehouden met de evolutie van de gebruiksvormen van het product, de ontwikkeling van vervangingsproducten en de vermoedelijke evolutie in de vervoerskosten.*

1.2.2. Plaats die de onderneming bekleedt op de (huidige en toekomstige) markt.

- *Omschrijving van de concurrentie, zowel regionaal als internationaal, die dezelfde stof ontgint en dezelfde afzetkring bespeelt (elke concurrerende site op een kaart aanduiden).*
- *Raming van het relatieve marktaandeel van de onderneming (zie hoger).*
- *Groeiperspectieven van de onderneming afhankelijk van de marktevolutie en de productieperspectieven van de concurrerende ondernemingen (eveneens de verzoeken om herziening van gewestplannen in overweging nemen).*

1.2.3. Conclusie over de productieperspectieven van de onderneming over dertig jaar.

1.3 Evaluatie van het aanbod.

Het aanbod van de te ontginnen stof dat kwalitatief én kwantitatief de onder 1.2.3. gevalideerde vraag kan dekken, wordt hier geëvalueerd.

Die evaluatie gebeurt in twee stappen.

- In een eerste stap wordt het huidig in bedrijf zijnde ontginningsgebied onderzocht.
- In een volgende stap worden de ontginningsgebieden onderzocht die overeenstemmen met een gelijkaardige afzetting, opgenomen op het gewestplan in de hierboven aangegeven afzetkring en die niet beantwoorden aan de ontwikkelingsperspectieven van de concurrerende ondernemingen opgegeven in 1.2.2.

Voor elke site die op een kaart wordt aangegeven, worden de kenmerken van de afzetting aangegeven: kwaliteit van de gesteenten (beschikbare natuur- en scheikundige analyses of kwaliteitslabels), geschatte reserves (berekingsmethodes uitleggen) en uitbaatmogelijkheden.

De toegankelijkheid van de site en het bestaan van de noodzakelijke infrastructuur worden eveneens nagekeken, alsook de mogelijkheid om de exploitatie te verrichten in functie van de voornaamste bodembezettingen (gevolgen van de onverenigbaarheid van de ontginningsactiviteit met de andere bodembezettingen en de menselijke activiteiten), en de plaats van de site tegenover de bestaande uitbating en de huidige en toekomstige afnemers.

1.4. Conclusie over de evaluatie van de behoeften.

De conclusie betreft de noodzaak om een ontginningsgebied uit te breiden of op te richten op het gewestplan in de aangegeven afzetkring.

2. Sociaal-economische gevolgen.

Hier wordt de daaruit voortvloeiende economische activiteit geschat (zowel voor als na de ontginning) door de uitbating, rechtstreekse en onrechtstreekse werkgelegenheid en de financiële impact (belastingen, retributies,...).

HOOFDSTUK III. — Validering van de ligging van het voorontwerp Identificatie en analyse van de liggingsvarianten

Het gaat er hier om op schaal van de afzetkring de ligging van het voorontwerp al dan niet te valideren:

- ten opzichte van de gewestelijke opties die op dit grondgebied toepasselijk zijn;
- in functie van de in 1.3. onderkende liggingscriteria, en, in voorkomend geval, liggingsvarianten die voldoen aan deze elementen binnen dat grondgebied te zoeken (artikel 42, 11°).

1. Ruimtelijke overschrijving van de grote gewestelijke opties.

De opties die bij gewestelijke beleidsdocumenten bepaald worden (gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling, Toekomstcontract, overkoepelende beleidsplannen,...) worden overgeschreven op het grondgebied dat de afzetkring uitmaakt.

2. Benadrukking van de voornaamste liggingscriteria die beantwoorden aan de doelstellingen van het voorontwerp zoals geldig verklaard in punt 3 van hoofdstuk I.

Minstens volgende elementen worden onderzocht:

2.1. Kenmerken van de afzetting: kwaliteit van de gesteenten (beschikbare natuur- en scheikundige analyses of kwaliteitslabels), geschatte reserves (berekingsmethodes uitleggen) en uitbaatmogelijkheden.

2.2. Ligging van de site tegenover bestaande uitbating en tegenover huidige en toekomstige afnemers.

2.3. Bereikbaarheid

2.4. Bestaan van noodzakelijke infrastructuur.

2.5. Uitbaatmogelijkheden in functie van de voornaamste bodembezettingen (gevolgen van de onverenigbaarheid van de ontginningsactiviteit met de andere bodembezettingen en de menselijke activiteiten).

3. Validering van de ligging van het voorontwerp.

Hier wordt nagegaan of de ligging van het voorontwerp niet in tegenspraak komt te staan met de gewestelijke opties onderkend in punt 1 en de liggingscriteria uiteengezet in punt 2 naleeft.

4. Onderzoek naar en presentatie van wisseloplossingen inzake ligging van het voorontwerp.

Doel is liggingsvarianten voor het voorontwerp te zoeken en aan te nemen door de liggingscriteria toe te passen die naar voren zijn gekomen in punt 2 toe te passen op het grondgebied van de afzetkring waarbij rekening wordt gehouden met de gewestelijke opties bepaald in punt 1.

Die liggingsvarianten worden beknopt voorgesteld.

5. Keuze van wisseloplossingen inzake ligging.

Hier wordt de vergelijking gemaakt van het voorontwerp en van de liggingsvarianten wat betreft:

- de gewestelijke opties;
- de liggingscriteria;
- de menselijke, sociaal-economische en ecologische potentialiteiten en drukfactoren van het grondgebied van de afzetkring;
- de kostprijs van de ontsluiting voor de gemeenschap en worden één of meer liggingsvarianten uitgekozen.

Als er geen enkele liggingsvariant beter aan de liggingscriteria beantwoordt dan het voorontwerp, hoeft er geen wisseloplossing uitgekozen te worden.

6. Planologische compensatie.

Validering van de geschiktheid van de ligging van de planologische compensaties ten opzichte van de economische, sociale, ecologische en erfgoedbehoeften, als van de bestaande feitelijke toestand.

Voorstelling van wisseloplossingen inzake ligging indien nodig.

HOOFDSTUK IV. — Aanwijzing en analyse van de drukfactoren en de potentialiteiten van de sites uit het voorontwerp en de liggingsvarianten

1. Omschrijving van het regelgevend verband.

1.1. Inrichtingsgebieden en -omtrekken conform de regelgeving.

1.1.1. Gewestelijk niveau (gewestplan, gewestelijk stedenbouwkundig reglement, saneringsplan per onderstroomgebied, algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden,...).

1.1.2. Gemeentelijk niveau (bijzonder plan van aanleg, gemeentelijk plan van aanleg, gemeentelijk milieuplan voor duurzame ontwikkeling, gemeentelijk natuurbeveiligingsplan, gemeentelijk structuurplan, gemeentelijk stedenbouwkundig reglement, algemeen gemeentelijk afwateringsplan,...).

1.2. Goederen waarvoor een bijzondere regelgeving geldt.

1.2.1. Fauna en flora (rechtsstatuut van de bossen en wouden, natuurpark, natuurreservaten, Natura 2000-omtrekken, ruimten van gemeenschapsbelang, natuurlijke habitats (decreet van 06/12/2001) en soorten van gemeenschapsbelang,...) (artikel 42, 5°).

1.2.2. Menselijke activiteiten (rechtsstatuut van de wegen en verkeerswegen, autonoom net voor traag verkeer, industrieën en uitrusting met een hoog SEVESO-risicogehalte,...) (artikel 42, 6°).

1.3. Omtrekken met vergunningsplicht en beperking van burgerlijke rechten (bestaande verkavelingen, omtrekken waarin het Rampenfonds tussenbeide kwam, onroerende goeden met voorkooprecht, onroerende goeden met onteigening ten algemene nutte,...).

1.4. Omtrekken die blijvend deel uitmaken van operationele inrichtingsmaatregelen (ruilverkavelingsomtrekken, stadheroplevingsomtrekken, stadsvernieuwingsomtrekken, bevoorrechte initiatiefgebieden,...).

1.5. Erfgoed- en archeologische sites (beschermde monumenten en sites, met inbegrip van de archeologische opgravingen, monumentaal erfgoed van België, lijst der waardevolle bomen en heggen,...).

6. Drukfactoren van leefmilieu (ondergrondse holten van wetenschappelijk belang, vochtige gebieden met een biologisch belang, riviercontracten, gevoelige natuurgebieden, biologisch zeer waardevolle gebieden, speciaal beschermde gebieden voor avifauna, oppervlakte met een landschappelijke waarde, dichtbijgelegen en afgelegen preventiegebieden, toezichtsgebieden op waterwinningen, kwetsbare gebieden met de voornaamste waterhoudende lagen,...).

7. De regelgevingstoestand van het bedrijf (vergunningen en toelatingen voor de huidige site, beroepsverzoeken, eventuele overtredingen op het gewestplan of de vergunningen,...) als het voorontwerp de uitbreiding van het bedrijf beoogt.

2. Omschrijving van de menselijke en leefmilieukenmerken van de betrokken sites (artikel 42, 3°).

De uitgestrektheid van dat grondgebied wordt aangepast volgens de in het vooruitzicht gestelde kenmerken. Ze wordt nader bepaald en punt voor punt beargumenteerd door het studie bureau.

2.1. Menselijke kenmerken.

2.1.1. Bebouwing - Materiële goederen en erfgoederen (stedenbouwkundige structuur en architecturale morfologie van de bebouwing en de openbare ruimten, cultureel erfgoed (beschermde sites en goederen, beschermde gebieden,...), dichtheidskaarten en ontwikkelingspolen).

2.1.2. Boven- en ondergrondse openbare infrastructuren en uitrustingen (wegen, spoorwegen, hoogspanningslijnen en zeer hoge spanningslijnen, telefoonlijnen, ondergrondse leidingen,...) + cartografie en evolutie van de capaciteiten).

2.1.3. Menselijke activiteiten (aard en kenmerken van de huidige en potentiële activiteiten w.o. landbouw, toerisme, gevoelige sociaal-culturele uitrustingen zoals rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra, ziekenhuizen, andere gevoelige menselijke bezigheden of (Seveso) industriële activiteiten,...).

2.2. Leefmilieukenmerken.

2.2.1. Geologie (Wordt indien nodig besproken).

2.2.2. Pedologie (karakterisering van de bodemsoort, kwaliteit en zeldzaamheid, een uittreksel van de pedologische kaart bijvoegen).

2.2.3. Hydrologie en hydrogeologie (stroomgebieden, deelstroomgebieden, categorie van de waterlopen, waterolaken, hydrogeologische kaart, waterhoudende laag (soort opgeven), piezometrie, waterwinningen, kwetsbare gebieden, beschermings- en bewakingsgebieden, gebieden onderhevig aan drukfactoren vanwege het leefmilieu,...).

2.2.4. Topografie en landschappen (geomorfologie en landschappelijk waardevolle omtrekken, ADESA-vergezichten, uitzicht op het landschap vanaf de site en op de site vanuit een afgelegen punt in de omtrek + foto's,...).

2.2.5. Lucht en klimaat (beschikbare gegevens over de luchtkwaliteit recht tegenover de woningen en de woon-, de recreatiegebieden, de gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra, plaatsing van Owen-meetinstrumenten, klimaatgegevens, overheersende windrichting, op grond van de gegevensverwerking van het dichtstbij gelegen weerstation, luchtmonsters en -analyses, natuurschermen, ingebiede valleien, bijzondere situaties,...).

6. Geluidshinder en trillingen (huidige bronnen en niveaus (akoestisch onderzoek) recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra en de dichtstbijgelegen gebieden met een technologisch risico, bestaande of gemeten gegevens, de plaatsen van de metingen aangeven, alsook data en uren).

7. Fauna en flora (inventaris en omschrijving van de soorten en de habitats, de bijzondere biotopen, de aquatische en moerasbiotopen, eventuele aanwezigheid van soorten en beschermde milieus).

3. Conclusies over de analyses van de drukfactoren en de potentialiteiten (artikel 42, 3°).

HOOFDSTUK V. — Aanduiding van de waarschijnlijke gevolgen van de uitvoering van het ontwerp op mens en leefmilieu

Doel is de niet-verwaarloosbare waarschijnlijke drukfactoren en effecten (cumulatieve secundaire synergische, korte-, middelange- en langetermijneffecten, permanente en tijdelijke zowel positieve als negatieve effecten) op mens en leefmilieu duidelijk te maken (artikel 42, 8°).

Indien de ontsluiting van de ontginningsgebieden gefaseerd verloopt, dienen de effecten bepaald te worden in de verschillende stadia van die ontsluiting.

Er wordt een onderscheid gemaakt tussen de effecten op de site beoogd bij het voorontwerp en de effecten op de naburige gebieden.

Die analyse dient uitgevoerd te worden voor de site van het voorontwerp en de liggingvarianten.

1. Impact op de leefkwaliteit (gezondheid, veiligheid, hygiëne,...).

1.1. Bebouwing (verband van het project met de bestaande agglomeratie en de aangrenzende eigendommen, verenigbaarheid met eventuele ontwikkelingschema's, met de bestaande uitrustingen en de infrastructuur).

1.2. Effecten op de materiële goederen en het culturele erfgoed (beschermde monumenten en sites en archeologische opgravingen, barsten in gebouwen, aantasting van de stabiliteit van de gebouwen, verdwijning of verslechtering van gemeentepad en wegen, ondergrondse leidingen (water, elektriciteit, gas, telefoon,...), elektrische lijnen,...).

1.3. Verkeer (rechtstreeks, onrechtstreeks - aantal vrachtwagens per dag, reisweg, nuttig laadvermogen, effecten op het wegen- en snelwegnet, de infrastructuur en de mobiliteitsstromen,...).

1.4. Mijnschoten (*trillingen recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, kinderopvangcentra en de dichtstbijgelegen gebieden met een technologisch risico, site-effecten,...*).

1.5. Geluidshinder (*recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra*).

1.6. Lucht en klimaat (*stof - installatie van Owen-meetinstrumenten -, mistvorming, geurhinder,...*).

1.7. Topografie en landschappen (*tijdens en na de ontginningsactiviteit, synthesefoto's maken*).

2. Impact op de menselijke activiteiten (*toeristische activiteiten, SEVESO-activiteiten, land- en bosbouwbedrijvigheid,...*) (artikel 42, 9°).

3. Impact op bodem en ondergrond (*karst, mijnwerkzaamheden, grondverschuiving, erosie, of andere geotechnische drukfactoren,...*).

4. Impact op de hydrogeologie en hydrologie.

4.1. Wijziging van het hydrogeologisch stelsel (*verlaging van de grondwaterstand, grondverzakking, invloed op de waterwimmingen en het hydrografisch stelsel,...*).

4.2. Wijziging van het hydrologisch stelsel (*debiet en vuilvracht van de waterlopen, overstromingen na lozing van bemalingswater, verdwijning/ontstaan van vochtige gebieden,...*).

4.3. Inzet van tot drinkwater verwerkbare watervoorraden.

5. Impact op de fauna, de flora, de biodiversiteit.

Tijdens en na de uitvoering van het project, verslechtering en verlies van faunistische habitats en ecosystemen, potentiële impact op soorten en habitats van soorten, met een gemeenschapsbelang, Natura 2000-...mtrekken, ... (wetgeving inzake natuurbehoud en Europese Richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG).

6. Interactie tussen die verschillende factoren.

7. Kenmerken van de gebieden die op niet-vervaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden (artikel 42, 4°).

Doel is om ten opzichte van de punten 1 t.e.m. 6 zoals hierboven de gebieden aan te duiden die op niet-vervaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden, de leefmilieukenmerken van die gebieden aan te geven en erop te wijzen hoe die kenmerken door het ontwerp gewijzigd dreigen te worden.

HOOFDSTUK IV. — Onderzoek naar de uit te voeren maatregelen ter voorkoming, vermindering of compensatie van de negatieve effecten of ter versterking of verhoging van de positieve effecten van het voorontwerp of de liggingsvarianten

1. Voorstelling van de afbakenings- en ontsluitingsvarianten en van de bestemmingsvarianten voor de planologische compensaties (artikel 42, 11°).

De afbakeningsvarianten zijn wisseloplossingen voor de omtrek van de gebieden.

De uitvoeringsvarianten beantwoorden bijvoorbeeld aan :

- een nadere omschrijving van de bestemmingen van de gebieden;
- een fasering van de bezetting;
- technische uitrustingen of bijzondere inrichtingen; ...

Voor de planologische compensaties moet de gekozen zonering gevalideerd worden en eventueel wordt er een wisseloplossing voorgesteld.

Op schaal van het invloedsgebied zijn de grondslagen voor de aanduiding van de afbakeningsvarianten en de uitvoeringsvarianten :

- beantwoorden aan de doelstellingen van het voorontwerp;
- beantwoorden aan het bepaalde van het Wetboek (artikel 1, § 1) en andere gewestelijke regelgevende of beleidsbepalende documenten;
- zo goed mogelijk gebruik maken van de potentialiteiten en de dwingende omstandigheden van het gebied : de negatieve effecten zo klein mogelijk houden en de positieve effecten begunstigen op sociaal, economisch en ecologisch vlak.

2. Uit te voeren maatregelen (artikel 42, 10°).

De uit te voeren maatregelen ter voorkoming, vermindering of compensatie van de negatieve effecten of ter versterking of verhoging van de positieve effecten op het leefmilieu dienen voor elke variant aangeduid te worden.

Als dergelijke maatregelen in het voorontwerp aanwezig zijn, dient nagegaan te worden of ze afgestemd zijn op de doelstellingen van de herziening en de bijzonderheden van de omgeving. Indien nodig kunnen nieuwe voorschriften worden toegevoegd.

2.1. Bijstelling of herbepaling van de regelgevende zonering (met inbegrip van de omtrekken bepaald in artikel 40 van het Wetboek), met inbegrip van de gebieden die de planologische compensatie vormen.

2.2. Opstellen van bijkomende voorschriften.

Die bijkomende voorschriften kunnen het volgende inhouden (artikel 41 van het Wetboek) :

- een nadere omschrijving van de bestemmingen van het (de) gebied(en);
- de uitvoering van een gemeentelijk plan van aanleg;
- de fasering van de bezetting van het (de) gebied(en);
- de omkeerbaarheid van de bestemmingen indien er geen uitvoering is na verloop van een bepaalde tijd.

...

2.3. Aanduiding van technische uitrustingen en bijzondere inrichtingen.**4. Geschatte doeltreffendheid van die niet-herleidbare maatregelen en residuele effecten.****3. Opmeten in hoeverre de doelstellingen die relevant zijn voor de bescherming van het menselijk en natuurlijk milieu in het kader van de herziening van het gewestplan in rekening zijn gebracht (artikel 42, 7°).**

De in overweging te nemen doelstellingen inzake bescherming van het leefmilieu slaan minstens op volgende onderwerpen : de biodiversiteit, de bevolking, de menselijke gezondheid, de fauna, de flora, de bodems, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goederen, het culturele erfgoed met inbegrip van het architectonisch en het archeologisch erfgoed, de landschappen en de interacties tussen die factoren.

Het betreft de doelstellingen inzake milieubescherming die "relevant" zijn voor bedoeld plan. De relevantie van een doelstelling wordt beoordeeld naar de waarschijnlijke aanzienlijke effecten van het plan op het leefmilieu zoals hierboven omschreven.

De in overweging te nemen doelstellingen inzake bescherming van het leefmilieu zijn die, welke vastgesteld zijn op internationaal, communautair of lidstatenniveau.

Wat het communautaire niveau betreft, kunnen die doelstellingen afgeleid worden uit meer bepaald het zesde milieuactieprogramma, maar eveneens uit de verschillende Europese richtlijnen zoals de kaderrichtlijn voor het waterbeleid.

Bij opname van de internationaal of Europees vastgestelde doelstellingen in nationaal, gewestelijk of lokaal vastgestelde doelstellingen hoeven enkel laatstgenoemden in overweging te worden genomen.

4. Waarschijnlijke evolutie van de leefmilieutoestand als het plan niet wordt uitgevoerd (artikel 42, 3°).

Hier wordt de waarschijnlijke ontwikkeling van de leefmilieukennmerken opgegeven van de gebieden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden (zie hfdst IV, punt 7) indien een herziening van het gewestplan uitblijft.

HOOFDSTUK VII. — Verantwoordingen, aanbevelingen en opvolging van de uitvoering van het gewestplan**1. Verantwoording en vergelijking van het voorontwerp en de verschillende afbakings- en uitvoeringsvarianten (artikel 42, 11°).**

De verantwoording gebeurt op grond van artikel 1, § 1 van het Wetboek en de analyse van de voorgaande hoofdstukken.

In de vorm van een tabel berust de vergelijking minstens op onderstaande elementen : effecten (zowel positieve als negatieve) op het leefmilieu, uit te voeren maatregelen ter verzachting van de maatregelen, overige effecten.

Erop wijzen welke de voornaamste potentialiteiten en drukfactoren van het herzieningsontwerp van het gewestplan zijn.

Conclusies over de aanraag en, in voorkomend geval, aanbevelingen formuleren.

2. In het vooruitzicht gestelde maatregelen voor de opvolging van de uitvoering van het gewestplan (artikel 42, 13°).

Zaak is, de lijst op te maken van de niet-verwaarloosbare effecten, opvolgingsindicatoren voor die effecten voor te stellen, wijze van berekening of vaststelling ervan, de gebruikte gegevens en hun bron, evenals hun grenswaarden.

De auteur kan raad geven over punten die in het vergunningsaanvraagdossier en het effectonderzoek van het ontwerp uitgewerkt moeten worden.

HOOFDSTUK VIII. — Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden**1. Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden (artikel 42, 12°).**

Doel is de specifieke elementen van de evaluatiemethode te omschrijven en de moeilijkheden te bepalen die met name tijdens de verzameling van gegevens en de methodes voor de schatting van de behoeften ondervonden zijn.

2. Grenzen van het onderzoek (artikel 42, 12°).

De auteur van het onderzoek geeft aan welke moeilijkheden gerezen zijn en op welke punten hij niet dieper is kunnen ingaan en die eventueel uitgediept kunnen worden in toekomstige effectonderzoeken.

Bibliografie

Niet-technische samenvatting

Inhoudstafel, gevolgd door de lijst van de kaarten, figuren en foto's (met opgave van het nummer van de bladzijde waar ze zich bevinden).

De niet-technische samenvatting is een onafhankelijk document van hoogstens dertig tekstbladzijden. Met een kaart-, figuur- en kleurenfotodocumentatie.

Dat document moet het effectonderzoek van het plan samenvatten en het omzetten naar een niet-technische taal om het begrijpelijk te maken voor een publiek van niet-kenners en de deelneming van de burgers aan het openbaar onderzoek bevorderen.

De voorgestelde positieve en negatieve effecten en verzachtende maatregelen (aanbevelingen) worden in een samenvattingstabel gepresenteerd.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot herziening van het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort (bladen 53/4 en 54/1) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het plan met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied, een landbouwgebied en een groengebied te Yvoir.

Namen, 30 november 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE